

Synthèses du colloque « Quelles ressources pour nourrir les villes ? »

Montpellier SupAgro 1^{er} février 2013



Conférence inaugurale du colloque « Quelles ressources pour nourrir les villes ? »

« Partout la ville ? »

Rapporteurs : Dieudonné Diasso, Stéphane Sidé, Francette Hamaide (Étudiants IPAD-ISAM, IRC/Montpellier SupAgro)

Jean Viard est directeur de recherches CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof) et Vice-Président de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole, chargé de l'évaluation des politiques publiques communautaires et au réaménagement du Vieux-Port de Marseille.

Ses sujets de travail portent sur le politique, la mobilité, les temps sociaux (les vacances, les 35 heures) et sur l'espace et l'aménagement du territoire et notamment les liens entre la ville et les campagnes. Il a publié de nombreux ouvrages dont récemment « Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie ».

Une société de paradoxes, où des ruptures sont gigantesques

« Jamais le monde n'a changé aussi vite ». Un exemple, en dix ans, nous sommes passés de 1 million d'ordinateurs à 1 milliard. Il y a 2,3 milliards de personnes qui peuvent communiquer par le texte et par l'image. Plus les mutations techniques s'accroissent, plus les hommes sont en quête d'identité. En témoignent le développement de l'individualisme et la poussée des mouvements identitaires en Europe. Aussi, les hommes et les femmes font de moins en moins d'enfants, mais sont plus nombreux sur la planète parce qu'ils vivent plus longtemps (augmentation de la durée de vie de 21 ans en Europe et de 10 ans sur l'ensemble de la population mondiale depuis la seconde guerre mondiale). De fait, les transmissions culturelles sont de plus en plus longues.

Ainsi, des changements majeurs dans les processus d'organisation, d'horizontalité et de discontinuité sont devant nous.

Le monde virtuel et une mondialisation de l'urbanité

De nos jours, il faut penser urbanité généralisée. La ville n'est plus que la ville : c'est une culture, un mode de relation aléatoire entre les individus, une logique de la discontinuité, une place centrale de la création des liens sociaux, un rôle accru dans l'organisation de l'espace et dans le fait que les gens se rencontrent ou pas.

La question de la ville est celle de la densité des rencontres aléatoires et de la créativité qu'elles engendrent. Le réel et l'imaginaire sont dans une course permanente, en transformation, et le monde virtuel est devenu partout le compagnon du monde réel parce qu'on est devenu plus mobile et qu'il est plus que jamais nécessaire de se joindre et de rester en contact.

Les temps sociaux et la mobilité

Les pratiques sociales sont également déplacées. Par exemple, on vote là où on habite, mais pas là où on travaille. Cela signifie qu'en France, 60 % des personnes qui votent, vont en fait défendre des intérêts de locataires ou de propriétaires, parce qu'ils ne travaillent pas dans la commune où ils habitent. La société est profondément mobile et en grande crise démocratique.

Le travail est devenu une activité mineure en temps (10-12 % de notre vie) et les liens sociaux sont structurés d'abord par le temps libre. C'est une restructuration fondamentale des sociétés. La vie étant beaucoup plus longue, nous avons la possibilité de la vivre en plusieurs tranches et de pouvoir retenter notre chance (en amour, travail, mobilité géographique, etc.). Penser une vie plus longue et discontinue, c'est cela le vrai défi des sociétés modernes et des villes nouvelles.

En effet, ce qui a essentiellement changé dans le monde aujourd'hui, c'est le « temps ». C'est la durée du temps, la vitesse de l'utilisation du temps. Nous sommes face à une densification parce que notre seule espérance, face au fait d'être mortel, c'est de densifier notre temps. Et plus on le densifie, plus on se bat pour l'allonger, plus on gagne du temps. Nos ancêtres, eux, voulaient gagner de l'espace. Ce basculement entre le temps et l'espace est un des changements majeurs de l'époque contemporaine.

Nous sommes dans un mouvement complexe de rapport avec la campagne parce que les gens des villes, bien que de plus en plus nombreux, sortent de plus en plus souvent de la ville. Ils habitent dans la ville, mais ils sont bi-résidents (60 % des Européens partent en vacances ; en France 11 % des logements sont des résidences secondaires). Il y a des urbains et il y a des extra-urbains, mais nous sommes tous des urbains.

Le monde vert

Le « tout fossile », qui a porté les révolutions industrielles, n'est plus l'avenir de l'humanité comme moyen de développement. Il faut élargir le champ du monde agricole. Il y a là tout un enjeu à construire un territoire qui soit beaucoup plus large que la question de la production alimentaire. Le monde agricole doit désormais affronter tout ce qui se renouvelle, qui travaille avec les saisons : le soleil, l'eau, le vent. Les agriculteurs seront les gestionnaires d'un monde vert, plus seulement des agents de production de biens alimentaires

En Europe, et particulièrement en France, il faut sacrifier les terres agricoles parce que la société du tout fossile est terminée. Elle a toujours considéré la terre agricole comme une réserve foncière pour le futur.

Nous entrons dans une période de profondes mutations, liées à l'accélération et à l'immédiateté des modalités de communication entre les individus. Il faut repenser la ville dans ce contexte. La ville n'est pas un lieu, c'est un mode de liens. Soyons interrogatif sur le monde de demain. Il nous manque une représentation du commun de ce monde-là. On a inventé les nations, les religions pour faire du commun à d'autres époques. Mais aujourd'hui nous n'avons pas de représentations du commun. Donc on a peur et on se replie dans ses appartenances archaïques. Comment redonner du commun à cette société qui par ailleurs est en transformation géniale ?

Session 1

« Ressources : pénuries, flux et impacts »

Rapporteurs : Agnaly Michaud, Mawunu Moises, Mahamane Ouattara (Étudiants IPAD-ISAM, IRC/Montpellier SupAgro)

Aujourd'hui, il est clair que notre planète présente une quantité finie de ressources, face à une demande sans cesse croissante du fait de l'impératif de développement économique et de la pression démographique. Ceci nous amène à nous questionner sur la durabilité de notre mode de gestion de ces ressources. Pour ce faire, il nous faut nous interroger sur les causes et conséquences d'un tel enjeu. Comprendre comment il se reflète à l'échelle d'une ville et comment il est évalué. Pourquoi le choix des régimes alimentaires a un impact décisif ? Enfin, nous interroger sur l'échelle à laquelle il est le plus pertinent d'agir. Ce sont autant de questions auxquelles cette session tente de répondre à travers les trois interventions suivantes.

Ainsi, **Sébastien Treyer**, directeur des programmes de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), nous invite à nous interroger sur notre mode de consommation des ressources. Il dresse un état des lieux de notre impact sur les ressources disponibles et démontre ainsi l'importance de penser leur rareté. Il définit celle-ci comme étant « *l'observation d'une pénurie de ressources, mais aussi d'une dépendance perçue face à une ressource naturelle et des anticipations de réduction de sa disponibilité future, des difficultés d'accès, d'utilisation et de répartition* ». A travers l'analyse du cycle de l'azote, un des trois macronutriments nécessaire à la production agricole, il démontre que nos systèmes de production ont engendré un changement des cycles géochimiques. En effet, la vitesse avec laquelle on consomme ces ressources est aujourd'hui supérieure à leurs cycles de régénération. D'après lui, la rareté des ressources est un enjeu à la fois global, puisqu'elle est déterminée par la finitude des ressources terrestres, et local, c'est en effet à cette échelle que s'effectuent leurs utilisations. Il convient donc d'avoir en tête ces deux échelles lorsque nous repensons le mode de gestion des ressources. Ceci nous amène à nous questionner sur notre capacité à faire face à un tel défi, d'autant plus que celui-ci sera accru par les problématiques auxquelles notre époque est confrontée, tels que le changement climatique et la réduction de la biodiversité. Face à l'ampleur et la temporalité du défi, serons-nous capable de nous adapter ? Sébastien Treyer nous donne quelques pistes de réflexion afin de pouvoir agir dans ce sens. Premièrement, il insiste sur la nécessité d'investir dans la recherche et développement afin d'innover et ainsi améliorer l'efficacité de notre système. Il nous incite également à repenser la satisfaction de nos besoins en allant vers plus de sobriété et de satiété. Ceci s'illustre par la mise en place de modèles alternatifs qui limitent le gaspillage, les pertes et la surconsommation.

L'urbaniste **Sabine Barles** (Université Paris 1) s'intéresse à l'impact environnemental de l'alimentation des villes. Pour ce faire, elle utilise le concept de « métabolisme urbain », considérant la ville comme une entité qui consomme et produit des flux de matières et d'énergies. Ce qui la conduit à identifier des aires d'approvisionnement et de diffusion pour les villes. En d'autres termes, d'où vient ce que nous consommons et où va ce que nous rejetons ? Et quel est le potentiel d'autosuffisance d'une ville ? Une ville est par nature dépendante pour son alimentation, mais selon Sabine Barles la question qui doit être posée est à quelle échelle (zone géographique) et de qui ? A travers l'étude de la Haute-Garonne elle montre que les aires d'approvisionnement et de diffusion sont multi-scalaires et morcelées, puisque seul 34 % de l'alimentation est d'origine locale et que seul 50 % de cette dernière est consommée localement. L'alimentation de la Haute-Garonne dépend et a des impacts sur d'autres régions de France et du monde. Comme facteur explicatif elle énonce la transformation des systèmes alimentaires ayant eu lieu depuis l'émergence de l'ère de l'agriculture industrielle, telle que désignée par Louis Malassis. Celle-ci a notamment bouleversé le cycle de l'azote ce qui a généré une nouvelle organisation et de nouvelles dynamiques de dépendance des systèmes alimentaires. L'analyse de ces dernières doit cependant être localisée, puisqu'elles varient en fonction de chaque ville. Etablir une telle analyse permet de mieux cerner les enjeux de la gouvernance territoriale. D'après Sabine Barles, la durabilité de la ville ne dépend pas seulement de sa taille ni de ses infrastructures mais des relations qu'elle entretient avec son territoire. Son intervention vise à démontrer que pour évaluer l'empreinte environnementale d'une ville, il est nécessaire de considérer un lot d'empreintes et de s'assurer que celles-ci ont une pertinence locale. Enfin, elle ouvre des pistes de réflexion sur le potentiel encore peu exploité de ressources et de nutriments que représentent les villes.

La nutritionniste **Nicole Darmon** (Université Aix-Marseille) s'intéresse à la durabilité de nos régimes alimentaires. La FAO définit les régimes alimentaires durables comme ceux ayant de faibles conséquences sur l'environnement, contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations présentes et futures. Les travaux de Nicole Darmon interrogent la compatibilité des dimensions nutritionnelles et environnementales. Ils démontrent que si l'impact carbone de la viande est 30 fois supérieur à celui des céréales à unité de poids égale, cela est beaucoup moins vrai si l'on ramène à quantité de calories équivalente. Ils vont donc au-delà de l'alimentation théorique et considèrent la qualité nutritionnelle des régimes réels et leur variabilité individuelle. D'après ses résultats, les individus respectant le mieux les allégations nutritionnelles, grâce à des régimes alimentaires riches en fruits et légumes, sont également ceux qui ont le plus fort impact écologique. Par opposition, les aliments les moins conseillés tels que les féculents et les produits sucrés ont de plus faibles impacts écologiques. Elle démontre également qu'avoir une alimentation respectant les allégations nutritionnelles tout en ayant un moindre impact sur l'environnement que nos régimes actuels est possible.

Cependant, cela nécessite de modifier nos régimes alimentaires, et nous amène à nous interroger sur leur acceptabilité sociale.

Pour conclure, cette session nous amène à mieux saisir les limites et contraintes de notre modèle et nous oblige à penser la rareté, même si cette notion fait encore débat. Ceci nous conduit à modifier nos pratiques en allant vers plus d'efficacité mais également de sobriété et de satiété. Elle démontre également qu'il est impératif d'appréhender ces enjeux de manière globale et locale si nous voulons agir durablement. Enfin, elle nous fait prendre conscience de la complexité d'établir des modèles durables qui remplissent chacune de ces dimensions.

Session 2

« Villes-campagnes : concurrence entre usages des ressources ? »

Rapporteurs : Cédric Burgun, Camille Maffezzoli, Camille Aouinait (Étudiants IPAD-ISAM, IRC/Montpellier SupAgro)

Pierre Donadieu, agronome-géographe à École nationale supérieure de paysage Versailles Marseille, étudie la question des politiques publiques des paysages en Europe à travers les relations entre agriculture, nature et ville.

Les problématiques liées à l'espace montrent une concurrence sur l'espace entre les usages urbains et les usages agricoles. La ville transforme par sa présence l'agriculture qui est à proximité. Ces transformations sont liées à différents facteurs : au type de consommateur et à l'évolution de la consommation. Les éléments de contexte qui réinterrogent l'agriculture sont les crises alimentaires urbaines. Comment ces différents modèles vont coexister dans la même ville et vont rendre différents services aux acteurs ?

Plusieurs scénarios ont été imaginés pour caractériser le devenir de l'espace agricole et la façon dont cet espace est utilisé par les agriculteurs : en dehors du marché urbain, avec le marché urbain et en dehors du monde agricole. La prise en charge du sol dépend des services que souhaitent rendre les acteurs qui en ont la charge. L'échelle d'analyse choisie par Pierre Donadieu correspond aux régions urbaines, pas seulement l'agglomération mais aussi les infrastructures au cœur des villes.

En France, il existe des cadres réglementaires et législatifs destinés à protéger l'agriculture et les espaces verts. L'achat est très efficace et deux outils importants peuvent être décrits pour faire passer des espaces privés dans le domaine de la communauté publique : taxe des départements permettant de racheter les espaces agricoles et naturels, et décider de l'occupation des sols. La protection dépend de la volonté politique et se justifie par des raisons historiques ou d'intérêt commun.

Premier modèle : dominance des marchés agroalimentaires nationaux et internationaux. Agriculture conventionnelle avec peu d'influence du marché urbain pour l'orientation des usages agricoles, car dépendant du marché global.

Second modèle : proximité alimentaire et adaptation des structures agricoles (ex. de la cueillette, des nouveaux marchés de vente directe). La propriété du sol est à moitié publique, moitié privée. Jardins familiaux sur des terres publiques ou privées, ou sur des zones protégées.

Troisième modèle : espace de propriété publique dévolu aux loisirs, ou espace privé avec convention d'utilisation, généralisé dans les zones urbaines. Influence de la ville et du tourisme sur l'adaptation des services rendus par les sols. Apparition d'une agriculture ayant d'autres fonctions que la stricte alimentation.

Cela implique de repenser le métier d'agriculteur. Il s'agit de penser des exploitations multifonctionnelles orientées vers le marché urbain où le relai serait pris par les services d'espaces vert, créant des espaces publics et rendant des usages sociaux. Cela passe par une réappropriation citoyenne des espaces et une pérennisation de l'usage du foncier vers une nouvelle place de l'agriculture dans la ville de demain.

Selon **Cheikh Oumar Ba**, socio-anthropologue, directeur exécutif de l'Initiative prospective agricole et rurale (Sénégal), la fonction de l'agriculture est double : nourrir les populations rurales et urbaines et créer des emplois. Néanmoins, dans de nombreux pays africains, les autorités n'ont pas une vision positive de l'agriculture, avec pour conséquence la mise en place de systèmes dont la viabilité, la reproductibilité et la durabilité sont remises en question. Pour l'Etat, l'agriculture doit permettre de dégager des devises. Les politiques agricoles mises en place après les indépendances n'ont pas remis en cause le modèle colonial basé sur l'extraversion de la production. Or il doit aussi s'agir de dégager des revenus agricoles suffisants afin de permettre de fixer des populations en leur garantissant un niveau de vie stable. L'enjeu est de taille, car en zone rurale, la croissance démographique bat son plein en Afrique de l'Ouest. La transition démographique a été inachevée et le nombre de jeunes demandeurs d'emploi ne cesse de croître. L'agriculture apparaît être un recours incontournable pour les Etats africains afin de satisfaire à cette demande.

Pour l'agriculture, un des défis est notamment d'augmenter la productivité et élever sa part dans les PIB nationaux. Par exemple, il faut permettre via l'investissement le renouvellement du matériel agricole. Il s'agit de transformer tant l'aval que l'amont de la filière, via la formation des agriculteurs et l'éducation. L'amélioration de l'agriculture passe aussi par une meilleure gouvernance foncière. La question de l'accaparement des terres est centrale. Il en va de la souveraineté alimentaire des pays et de leur stabilité économique et politique.

La fracture entre monde rural paysan et monde de la recherche et de l'industrie doit être résorbée. Reconnecter l'amont et l'aval, c'est trouver les moyens de développer les chaînes de valeur et la répartition de revenus. Pour cela, il faut améliorer l'accès des agriculteurs aux financements. Il faut recréer du lien entre producteurs et filières.

Un point clé est aussi que l'Afrique ne doit pas et ne peut pas suivre un modèle agricole qui n'est pas reproductible. Il paraît inimaginable, au vu des enjeux démographiques et urbains, que seulement 4 % de la population travaille dans l'agriculture. L'industrialisation n'est pas et ne semble pouvoir être suffisante pour capter la nouvelle main-d'œuvre. Il y a urbanisation sans que les villes n'offrent assez de travail aux nouveaux arrivants. Les villes ont été posées comme le paroxysme du développement, comme des cœurs sociaux. Mais elles ne répondent pas dans leur configuration actuelle aux enjeux de développement de l'Afrique de l'Ouest. Les Etats doivent reconsidérer le rôle clé que doit jouer l'agriculture dans son développement économique et dans sa sécurité politique, sociale et économique.

Sara Fernandez, agronome, Institut francilien recherche, innovation et société/ École des hautes études en sciences sociales, explique que l'eau fait l'objet de nombreux conflits entre les différentes visions et les différents usages des acteurs, entre les ayants droits et les prétendants à l'usage.

Elle donne l'exemple de cours d'eau dans le sud-ouest de la France et des débats autour des débits d'objectifs d'étiage (DOE), débits au-dessus desquels tout fonctionne bien : les milieux sont satisfaits. Le rapport des populations aux cours d'eau est le fruit de l'histoire et de représentations. En résulte un compromis dans le partage de l'eau.

L'Agence de l'eau Adour-Garonne développe une façon particulière d'articuler l'eau et les usages. La comparaison des différentes options pour gérer les articulations des usages a contribué à les dépolitiser. D'un côté, les systèmes halieutiques sont très impactés par les rejets en ammoniac dans l'eau au-dessus d'un certain niveau. De l'autre, des acteurs historiques de l'industrie chimique et agricole dont le pouvoir structurant est tel que leurs pratiques ne sont pas négociables. Il s'est donc agi pour l'agence de l'eau de définir un débit minimum permettant de ne pas dépasser une concentration maximum en ammoniac. Avec l'augmentation du pouvoir des normes françaises et européennes, l'Etat a pu obliger EDF à relâcher de l'eau pendant les périodes d'étiage, sans compensation.

La science intervient dans la compréhension et la modélisation des systèmes hydrauliques. Il s'agit de trouver des compromis avec une autre compréhension des systèmes hydrologiques. Pour le canal de la Neste par exemple, il s'agit d'impliquer les populations et d'utiliser les données hydrologiques pour démontrer l'intérêt d'une pensée systémique et de négocier avec les ayants droits. Le savoir hydrologique permet de montrer les impacts et ainsi montrer aux acteurs ce qu'ils ont à y gagner et qu'ils ne seront pas pénalisés. Il s'agit avant tout de coordonner amont et aval des cours d'eau autour d'un projet et d'une vision systémique commune.

L'exemple des usines de dessalement de l'eau à Barcelone, dans le contexte des années 1960 du développement des technosciences et de la baisse du coût de l'énergie vient montrer l'enjeu pour certains de dissocier l'eau de son espace. Ainsi, l'aval n'a plus à négocier avec l'amont et les territoires peuvent s'affranchir de la pluviométrie. C'est une nouvelle culture de l'eau, vers des solutions qui coutent moins en termes de négociations.

Les travaux de prospective du plan d'eau, entamés par la dynamique de réflexion nationale et internationale sur l'environnement, sont le produit indirecte de la conférence des Nations unies de Stockholm sur l'environnement et le développement du début des années 1970. Le message stratégique est le suivant. On peut réduire significativement les tensions sur l'eau malgré l'augmentation de la population et des surfaces irriguée, par une amélioration de l'efficacité des usages de l'eau.

Les indicateurs ont un rôle clé à jouer dans les prises de décision stratégiques autour des usages de l'eau. Il s'agit de mettre les systèmes hydrologiques en variables et en

modèles et de montrer les liens de cause à effet. Mais les experts créent des indicateurs en fonction des valeurs qui sont les leurs. Les indicateurs répondent à des enjeux stratégiques et politiques.

Des hypothèses lourdes émergent derrière ces indicateurs. C'est ainsi par exemple qu'est né le concept d'« eau virtuelle », où les pénuries se gèrent grâce au commerce international. D'autres indicateurs alternatifs invitent à reconsidérer la question de la pénurie non plus en termes de quantité d'eau disponible mais en fonction des conditions permettant aux pays de s'adapter à la pénurie : institutions, régime de propriété, échelle pertinente d'analyse et règles normatives pour gouverner les questions de pénuries.

Session 3

« Des expériences innovantes ? »

Rapporteurs : Jean-Baptiste Bassène, Maxime Vogt, Simon André (Étudiants IPAD-ISAM, IRC/Montpellier SupAgro)

Face à la montée des enjeux urbains (obésité, chômage, etc.), il y a concordance sur la nécessité d'agir notamment au travers d'expériences innovantes et concrètes en termes d'alimentation, gestion foncière, transports, etc. La crise alimentaire de 2007-2008 a suscité des remises en cause du système alimentaire productiviste. En 2009, pour ne pas oublier les défis de l'urbanisation est né Food for the Cities. C'est aussi dans ce contexte général que la FAO a développé le manuel de référence du producteur urbain qui met en exergue plus de 200 projets de développement (soutenus par la FAO) en zone urbaine et périurbaine.

Selon **Julien Custot**, expert-facilitateur à la FAO du programme Food for the Cities, quand on parle de système alimentaire local, on ne parle pas d'un système clos. C'est au niveau local qu'émerge la créativité, exemple du chef Alain Passard qui sert des plats à base des produits de son potager. Il faut également accepter de remettre en cause le modèle agricole traditionnel, discuter de la consommation de viande, valoriser le système alimentaire où chacun est un acteur (notion de « bien commun »). Un marketing de ce bien commun est-il possible. D'où les innovations peuvent-elles émerger ?

Pour Julien Custot, la démocratie est la meilleure arme contre la faim. Il faut associer l'ensemble des acteurs locaux (instance démocratique de débat et de décision, clé de voute de l'alimentation). Il faut connecter le système alimentaire avec les autres secteurs de la ville (articulation et interconnexion entre politiques locales, éducation, santé, urbanisation, transport, communication électronique, etc.). Il ne faut pas négliger les partenariats avec le secteur privé et le rôle des assurances avec les collectivités territoriales qui chapeautent l'ensemble. Julien Custot de conclure en référence à une citation de Clémenceau pour dire que « l'alimentation est une chose trop grave pour la confier aux agronomes ».

Après avoir rappelé l'historique et les grands axes stratégiques du Toronto Food Policy Council, **Harriet Friedmann**, géographe et urbaniste à l'université de Toronto, analyse les leviers du changement au sein du gouvernement municipal de Toronto puis termine sa présentation en donnant des exemples d'actions menées, en particulier le World Crops Project.

Le Food Policy Council de la ville de Toronto soutient, auprès du gouvernement municipal, une stratégie de création d'un système alimentaire durable. Cette stratégie de long terme intègre les questions de santé publique et d'urbanisme. Dans ce cadre, c'est la société civile qui encourage les changements, tout en étant encadré par l'État.

Il existe des leviers de changement au sein du gouvernement municipal. Pour les analyser, Harriet Friedmann s'appuie sur l'exemple des déserts alimentaires. Il existe deux options pour résoudre cette question. D'une part, la réorganisation des territoires, dans le cadre d'un plan d'action qui englobe les questions urbaines, paysagères et agricoles. Et, d'autre part, le renouvellement de l'agriculture et des cuisines, qui signifie, la formation des agriculteurs et le mélange des cultures.

Cette question du mélange des cultures est l'objet de l'action choisie comme exemple : le World Crops Project. Il s'agit d'un programme innovant dont l'idée principale est d'adapter les « cultures du monde » à notre agro-écosystème. Cette action comporte une forte dimension sociale, au travers de la rencontre des communautés et de la solidarité qui s'y exerce.

Jess Halliday, du Centre for Food Policy, City London University, a mené un questionnaire sur la pertinence d'utiliser la ville comme une échelle d'étude des questions sur la gouvernance alimentaire. Au vu des expériences développées dans différentes villes du monde, Jess Halliday répond par l'affirmative. Dans ce contexte, l'agriculture urbaine est utilisée comme un prisme pour observer les services qu'elle peut rendre en termes de santé publique, d'inclusion sociale, d'environnement, d'éducation, etc. Malgré les conflits qui peuvent naître par rapport aux différences de stratégies (stratégies régionales *vs.* nationales), les villes peuvent influencer d'autres échelles.

Différentes stratégies ont été développées dans certaines villes du monde (Londres, San Francisco, Belo Horizonte, Brighton & Hove) avec des spécificités propres à chacune d'elles. Est-il possible dans ce cas de développer un cadre pour comparer les différentes expériences ? Le principe de « sustainable food cities » a été proposé pour les villes qui veulent rendre durable leur système alimentaire. Ce principe développé par les ONG pose des questions par rapport à l'accord des différents acteurs. Mais est-il pertinent dans tous les contextes ? Selon Jess Halliday, c'est un bon guide dont les villes peuvent s'inspirer tout en gardant une certaine flexibilité.

Didier Depierre, responsable du département des études et de la prospective des Ports de Paris, a présenté la plateforme Haropa, créée en 2012. Il s'agissait de développer une synergie portuaire en regroupant les ports de Rouen, du Havre et de Paris. Rouen est le premier port céréalier européen, Le Havre est le premier port français à conteneurs, et Paris est le premier port intérieur français. Haropa est le premier hub logistique de France. C'est un groupement d'intérêt économique concentrant 2,6 millions de mètres carrés d'entrepôts en service. Il permet de développer la multi-modalité, en permettant le transport de marchandises par voie d'eau, par route et par train. Cette échelle multimodale conduit à réaliser des gains économiques.

La distribution fluviale urbaine implique des partenariats entre les pouvoirs publics, le port de Paris et des entreprises. Elle vise à limiter le transport routier en

acheminant des biens jusqu'au cœur des agglomérations. Des projets sont actuellement mis en œuvre dans ce but. A titre d'exemple, « Vert chez vous » permet la livraison quotidienne de 2500 colis par le biais de triporteurs électriques utilisant des escales portuaires. Franprix a également recours au transport fluvial, sur la base d'un partenariat avec la Société coopérative d'affrètement, Paris Terminal et Terminaux de Seine. L'objectif est de parvenir à mettre en œuvre des livraisons quotidiennes de 48 caisses de l'entrepôt Franprix de Chennevières-sur-Marne jusqu'aux magasins Franprix parisiens. Cela représente 450 000 kilomètres évités, 3 874 camions en moins sur les routes, 88 500 litres de gazole économisés, un rejet total de 234 tonnes de CO₂ évité, et – 34 % de rejet d'hydrocarbures selon l'ADEME.

De nouveaux bateaux permettront de satisfaire les besoins de nouveaux secteurs : grande distribution, biens de consommation, messagerie, restauration rapide et automobile. Des essais sont en cours en ce qui concerne la livraison de voitures neuves. Enfin, la logistique fluviale des produits valorisables est un axe de développement de la logistique urbaine. Elle est capable d'acheminer des mâchefers, du papier, du carton, du plastique, des déchets industriels banaux et encombrants, et des déblais du BTP.